



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

Logement - Logement d'abord - Attributions de subventions à diverses associations dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du plan gouvernemental Logement d'abord sur Montpellier Méditerranée Métropole - Exercice 2019 - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le plan national pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022 propose une réforme structurelle de l'accès au logement pour les personnes sans-domicile. Il répond au constat d'un sans-abrisme persistant en France et d'une saturation toujours croissante des dispositifs d'hébergement d'urgence dans les territoires.

Une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue en date du 12 novembre 2018 entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, qui a été retenue en mars 2018, à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, pour mettre en œuvre de manière accélérée le plan gouvernemental. Cette convention détermine les priorités communes d'intervention et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées.

Par délibération n°M2019-506 du 30 septembre 2019, un avenant financier à la convention d'objectifs 2018-2019 précitée conclue avec l'Etat a été approuvé, qui définit les modalités de financement des actions relatives aux années 2019 et 2020.

Ainsi, au titre de l'année 2019, l'Etat délègue à Montpellier Méditerranée Métropole une enveloppe de 310 000 €, dont 190 000 € de crédits support « *Logement d'abord* » et 120 000 € de crédits liés à la « *Stratégie pauvreté* ».

La Métropole s'engage en ce qui la concerne, à mobiliser ses crédits propres à hauteur de 356 500 €, dont 250 000 € sur le budget du Fonds de Solidarité Logement pour ce qui relève de l'accompagnement des publics et de la gestion de logements d'insertion et 106 500 € pour les autres actions du plan local Logement d'abord.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention aux 6 organismes suivants qui mettent en œuvre le programme d'actions Logement d'abord tel que défini pour 2019 :

OPERATEUR	ACTION	Crédits 2019 attribués par la Métropole		
		CREDITS SUPPORTS Ld'A délégués par l'Etat	CREDITS STRATEGIE PAUVRETE délégués par l'Etat	CREDITS METROPOLE sur fonds propres
La Bulle – Douche Nomade	Hygiène mobile en direction des mal-logés ou sans abri			5 000 €
GESTARE	Prévention des expulsions dans le parc social – Extension au parc privé	70 000 €	30 000 €	
CARRUD « REDUIRE LES RISQUES »	Insertion professionnelle des ressortissants du Ld'A	25 000 €		20 000 €
URIOPSS	Formation des intervenants sociaux au Logement d'abord	20 000 €		16 500 €
ADAGES / REGAIN	Poste infirmier et assistant de service social pour la Plateforme d'accompagnement		90 000 €	
CCAS de Montpellier	Poste de Chef de projet du plan Logement d'abord	25 000 €		25 000 €
TOTAL		140 000 €	120 000 €	66 500 €

Pour rappel, une subvention a déjà été attribuée par délibération n°M2019-508 du 30 septembre à l'association ADAGES pour la mise en œuvre en 2019 de la plateforme d'information sur les droits liés à l'habitat et pour l'accès aux droits au logement et au Laboratoire ART-Dév (UM3-Paul Valéry) par délibération n°M2019-507 du 30 septembre 2019 pour la réalisation d'une deuxième enquête « *un jour donné* » auprès des sans-domicile, dans le cadre du programme Logement d'abord.

Des conventions seront signées avec chacune des 6 structures financées, qui préciseront les attendus de l'action, les moyens à mobiliser et les modalités de versement des subventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus pour un montant total de 326 500 €, dont 66 500 € sur crédits propres de la Métropole, sous réserve de la signature des conventions afférentes ;
- approuver les projets de conventions afférentes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 21/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 22 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107454-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 22/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention LDA CCAS 2019.pdf
- projet convention LDA GESTARE 2019.pdf
- projet convention LDA Reduire les risques 2019.pdf
- projet convention TS IDE plateforme_regain.pdf
- projet convention URIOPSS 2019.pdf
- projet de convention bulle 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.